



CONVENTION

CONVENTION RELATIVE AU STAGE PRATIQUE AU SEIN D'UNE COLLECTIVITÉ DU DÉPARTEMENT DU PAS-DE- CALAIS PREVU DANS LE CADRE DE LA FORMATION DE SECRÉTAIRE GENERAL DE MAIRIE

La présente intervient entre les parties suivantes :

- Le Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale (département) représenté par Monsieur, Président, agissant en cette qualité conformément à la délibération du Conseil d'Administration en date du ,
- La commune de «Lieu_de_stage», représentée par «Civilité_Maire» «Prénom_Maire» «Nom_Maire», Maire,
- M-Mme prénom-nom, Stagiaire, demeurant à

Préambule

Pour répondre aux besoins croissants des collectivités qui font face à de nombreux départs, le Centre de Gestion (département) met tout en œuvre pour valoriser l'emploi public et pour apporter des solutions concrètes à la gestion de cette problématique territoriale.

Face au constat de difficulté de remplacement et de recrutement des secrétaires généraux de mairie et d'agents administratifs polyvalents, le Centre de Gestion (département) renouvelle cette année encore le dispositif de formation à ce métier pour un public de demandeurs d'emploi en partenariat avec le CNFPT et France Travail.

Ce dispositif se compose :

- d'un volet théorique de X jours
- d'un stage pratique en collectivité en fin de formation ou en alternance de X jours
- d'un bilan de formation

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le ou la stagiaire sera accueilli dans la collectivité d'accueil pour effectuer un stage pratique obligatoire portant sur les différentes missions d'un secrétaire de mairie, intégré au dispositif de formation de secrétaire général de mairie mis en œuvre par le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT).



Article 2 – Objectif du stage

Le stage pratique a pour but de permettre à la stagiaire :

- de prendre contact avec l'environnement territorial ;
- de tester ses capacités d'adaptation personnelle ;
- de mettre en pratique, durant cette période, les notions qu'elle a acquises au cours de la formation théorique dispensée par le CNFPT
- de lui donner, par la suite, la possibilité de réaliser des missions temporaires ou de pourvoir un emploi permanent.

Article 3 – Modalités d'organisation

Lieu : Mairie de «Lieu_de_stage», «Adresse_lieu_de_stage», «CP_lieu_de_stage»
«Ville_lieu_de_stage».

Période(s) du stage :

La durée hebdomadaire maximale de présence de la stagiaire dans la collectivité d'accueil est de 35 heures, sur une base de 7 heures de travail effectif par jour, s'inscrivant dans les horaires habituels de la collectivité.

Référent du stage dans la collectivité :

M – MME (NOM Prénom) fonctions (coordonnées téléphoniques et mail) est désigné par la collectivité pour assurer les fonctions de référent/tuteur du stagiaire pendant la durée du stage. Le stagiaire sera placé sous son autorité directe.

Il aura pour missions :

- d'aider, d'informer et d'accompagner le stagiaire
- de contribuer à l'acquisition des savoir-faire professionnels nécessaires en lien avec l'ensemble des notions abordées au cours de la partie théorique
- d'assurer la liaison avec le référent du CDG et l'intervenant coordonnateur du dispositif désigné par le CNFPT
- de réaliser l'évaluation du stagiaire – de la formaliser par écrit - d'identifier les difficultés rencontrées voire les risques d'abandon
- de signaler les absences éventuelles du stagiaire

Durant la période de stage en collectivité, le stagiaire s'engage à être présent et à respecter :

- le règlement intérieur de la collectivité
- les consignes d'hygiène et de sécurité
- les horaires de la collectivité
- les obligations de réserve et de confidentialité
- toutes directives qui lui seront prescrites par l'autorité territoriale ou le référent/tuteur

La collectivité d'accueil mettra à la disposition du stagiaire les matériels nécessaires pour effectuer les tâches prévues.

Article 4 : Statut – rémunération

L'indemnisation du stagiaire relevant de France Travail, celui-ci ne peut prétendre à percevoir une rémunération de la part de la collectivité d'accueil au titre de salarié. Pendant la période de stage, il reste placé sous le statut de demandeur d'emploi et à ce titre bénéficiera de l'allocation chômage dans la limite des droits acquis ou éventuellement d'autres allocations prévues par France Travail ou par substitution versées par la Région, dans le cas où ce dispositif serait financé par cette collectivité.

Article 5 : Assurance

France Travail prend en charge le volet assurance du stagiaire sur la durée du stage.

Article 6 : Fin du stage

La fin du stage pratique intervient soit :

- Au terme normal de celui-ci,
- Avant le terme fixé, à la demande de l'une des parties, avec un préavis de 2 jours ouvrés, si les termes de la présente convention ne sont pas respectés.

Article 7 : juridiction compétente en cas de litige

Tout litige pouvant résulter de l'application de la présente convention relève du Tribunal administratif de Lille.

Fait à Bruay-la-Buissière, le :

Le Président du CDG62
Joël DUQUENOY

Le Maire / Président

Le stagiaire